NUMERO 638 PRIX : 7 F JANVIER 1978

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Année 1978 :

PAS D'ÉCHÉANCE POUR LA LUTTE DE CLASSE

Cette année 78 n'aura-t-elle été qu'un miroir à alouettes ? Elle miroitait de la victoire probable de « la gauche » et de l'application d'un programme commun de gouvernement qui répondait à tout et particulièrement aux revendications des travailleurs. Les manifestations dites syndicales l'invoquaient comme l'objectif majeur, le seul objectif.

Comment les dirigeants syndicaux qui s'étaient laissés emporter par ce concert ne seraient-ils pas quelque peu désorientés maintenant que l'union de la gauche gît poignardée par le P.C.F. Il en est encore qui protestent contre cette dernière affirmation. Laissons-les à leur aveuglement. Il a fallu à certains plusieurs décennies — et bien des drames, et bien des crimes — pour qu'ils admettent enfin que les régimes installés en U.R.S.S. et, par la force, sur toute l'Europe de l'Est étaient en fait des régimes anti-ouvriers. Aujourd'hui de « nouveaux philosophes » qui, hier, chantaient le los de la Chine, ou du Vietnam, ou du Cambodge, se ruent, leur grosse tête en avant, pour enfoncer une porte ouverte et éclairée depuis longtemps par des militants syndicalistes de sang-froid. Ceux-ci étaient taxés d'anti-communisme, alors que c'est justement parce qu'ils gardaient dans leur cœur ce qui avait été le grand espoir du monde, qu'ils refusaient de le reconnaître dans ce que la contre-révolution en avait fait.

Mais pourquoi donc le P.C.F. a-t-il délibérément rompu cette union de la gauche dont il s'était fait le pionnier et le champion ? On en discute, et peut-être que l'approche de l'échéance électorale nous réserve encore de surprenants virages. La vérité est sans doute toute simple : le parti communiste ne veut pas être « plumé » dans l'union, il veut en profiter, non que son partenaire en profite à ses dépens, qu'il lui serve de « marchepied » comme il le dit. L'intérêt du parti prime toute autre considération ; surtout, il n'entend pas que lui soit disputée sa prédominance dans la classe ouvrière. Ce n'est nullement parce que le parti socialiste a fait un virage à droite que le P.C. rompt avec lui. C'est au contraire parce qu'il a amorcé un virage à gauche, parce que sous l'influence de nouveaux

DANS CE NUMERO :

adhérents venus principalement de la C.F.D.T., le P.S. prospecte des militants et des voix dans une classe ouvrière que le P.C. considère comme son domaine réservé. Alors il retrouve la social-démocratie comme ennemi principal et contre elle il reprend les armes qu'il avait mises de côté dans son vieil arsenal. Il est vrai que la social-démocratie lui en avait donné, mais l'organisation communiste, depuis Staline et après lui (et peut-être avant ?), n'avait-elle pas plus de sang ouvrier sur les mains que certains gouvernants social-démocrates ?

Les syndicalistes révolutionnaires n'attendent rien que de la lutte jamais finie pour plus de bien-être et de liberté. Ils savent quand même que cette lutte se mène dans des conditions différentes selon la situation politique, « le contexte » politique comme on dit aujourd'hui. Les conquêtes sociales de 1936 ne doivent pas être inscrites au bénéfice du gouvernement de front populaire ; elles sont le fruit d'une lutte ardente et, au départ, spontanée, mais elle n'aurait pas eu l'ampleur qu'elle a prise si le changement politique, après une dure et longue période d'oppression pour la classe ouvrière, n'avait fait naître et grandir l'espoir des travailleurs. Or, les membres de la direction unique CGT-PCF nous ont dit et répété (et ils l'ont fait chanter dans les manifestations) que l'espoir était d'abord dans l'union de la gauche et son programme commun. Il importait avant tout de chasser du pouvoir la droite politique qui y est installée depuis longtemps. Et voilà qu'à quelques mois de l'échéance, quand cet espoir créé dans le peuple semblait avoir des chances de se réaliser, ces mêmes dirigeants l'étouffent ! Les arguments qu'ils invoquent à l'appui de cette rupture qui fait incontestablement le jeu de la droite, sont sans valeur ou, s'ils en ont une, ils valaient autant quand ces mauvais stratèges orientaient tout le mouvement ouvrier vers le soutien et l'exaltation de l'union de la gauche politique. Ils reprennent, en une circonstance qu'ils présentaient comme décisive, une position que les partis communistes ont prise en des moments historiques plus importants encore. C'est comme une tradition.

Réussiront-ils à faire battre ou à affaiblir la social-démocratie, sans y perdre eux-mêmes des plumes électorales ? C'est possible, sinon probable, compte tenu de l'énorme propagande répétitive qu'ils ont déjà commencée. Soit, ils garderont dans ce cas leur 20 % électoral. Non pas un Français sur quatre comme le voudrait René Andrieu, rédacteur en chef de « l'Humanité » ; mais un électeur sur cinq. Ce qui revient à dire que les quatre-cinquièmes du corps électoral, y compris une large fraction des classes laborieuses, les désavoueront.

Mais les dispositions électorales et électoralistes peuvent encore changer. Ce qui ne changera pas, c'est la conviction que nous avons qu'il n'y a pas d'échéance pour la lutte de classe. Avant ce printemps comme après, il faudra mettre et remettre sur le tapis les revendications ouvrières. Les bonnes paroles et l'auto-satisfaction du professeur premier ministre ne feront pas que les travailleurs ne supportent, par le sous-emploi et la restriction du pouvoir d'achat, le poids d'une crise que le capitalisme et la technocratie ont fait naître d'un productivisme aveugle et d'une exploitation des pays pauvres.

Nous, de notre cercle, qui militons dans les différentes centrales syndicales et qui sont unis par un fonds commun de pensée et d'action, nous ne manquerons aucun de ces rendez-vous de la lutte de classe. Nous n'avons jamais considéré l'échéance électorale de mars 78 comme un commencement ou une fin. D'autres que nous tiennent la comptabilité des voix et des sièges. Nous ne sommes pas indifférents à ce qu'elle pourra encore nous apporter après les divisions et trahisons diverses déjà enregistrées. Notre terrain est ailleurs où les vrais problèmes du monde ouvrier sont posés en permanence.

Notre attention est toujours portée vers la situation sociale intérieure où l'unité d'action C.G.T.-C.F.D.T. connaît les vicissitudes que l'on sait. Tout fait penser qu'elle en connaîtra d'autres. Nous ne perdons jamais de vue la crise internationale des systèmes sociaux en cours de développement ou de décadence. Nous sommes très attentifs aussi à l'évolution de ce qu'on peut appeler déjà « le cartérisme », à ses efforts de bonne volonté ou bien à sa fausse innocence. Nous assistons, sans étonnement mais avec amertume, à ces nouveaux affrontements dans l'ex-Indochine qui démontrent le caractère dérisoire des idéologies et qui prouvent que le capitalisme n'est pas le seul à porter la guerre dans ses flancs.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Quand Séguy rend visite à Séguy

A la tête d'une délégation de la C.G.T., et à l'exemple de la C.F.D.T. qui l'avait précédé dans cette voie, Séguy est allé rendre visite aux trois partis composants de la gauche française. Il n'a pas manqué d'aller à la maison du P.C.F. qu'il connaît bien. Ce fut pour constater son accord complet avec elle. Comment aurait-il pu en être autrement puisque, dans cette maison, il avait, en tant que membre du bureau politique, mis au point la position du P.C.F. ? Ou alors il faudrait croire que celle-ci a été fabriquée en dehors de son instance suprême. En somme, Séguy s'est rendu visite à lui-même et il a vérifié qu'il n'avait pas changé d'un jour à l'autre. Cette vérification n'est jamais inutile ; elle est souvent nécessaire.

Séguy nous dira : n'ai-je pas le droit d'appartenir au parti de mon choix ? Personne ne lui discute ce droit. Mais personne ne lui a fait obligation de briguer la direction d'une centrale syndicale où cohabitent, si du moins on en croit ses statuts, des salariés de toutes opinions politiques, philosophiques et religieuses. S'il entend les représenter tous, il ne peut cumuler ce mandat avec la fonction de dirigeant d'un parti déterminé, endossant avec lui, publiquement, une position politique dont il est un des auteurs et que désapprouve au moins une partie des adhérents qu'il est censé représenter. Ou alors, il en est réduit à cette visite de politesse qu'il se rend à lui-même. Il nous remet en mémoire la chauve-souris du fabuliste : « Je suis oiseau, voyez mes ailes ; je suis souris, vive les rats ! ».

Ce sont des déguisements, amusants un moment, où conduit la direction unique parti-syndicats. Avec hégémonie du parti, bien entendu. La commission exécutive de la C.G.T. a approuvé comme il se doit la démarche de Séguy et ses conclusions préalablement établies. L'approbation a-t-elle été unanime ? Eh bien ! non. Deux membres se sont abstenus, deux socialistes désignés comme tels à la commission exécutive et auxquels, reconnaissons-le, il a fallu un fameux courage pour ne pas désavouer le parti auquel ils appartiennent, lequel avait reçu de Séguy une visite d'un autre genre de politesse. Ils n'ont tout de même pas été jusqu'à voter contre. Il y a même un troisième « socialiste » (la preuve, c'est qu'il s'appelle Laroze !) qui, lui, a bel et bien approuvé Séguy sur toute la ligne, reprochant à ses camarades de parti de se contredire !

Vous me direz peut-être : ces socialistes, ils ont bien été les élus d'un congrès. Formellement, si vous voulez. En fait, ils ont été ratifiés après présentation conforme par la direction confédérale. Celle-ci décide : premièrement, quels sont « les courants de pensée » admis à l'existence (et il est bien évident pour elle qu'en dehors de celui qu'anime et que dirige le P.C.F., il ne peut en être qu'un autre, celui catalogué comme de l'obédience du parti socialiste) ; deuxièmement, elle désigne aussi ceux qu'elle estime devoir représenter ce courant. Le congrès ratifie. Et les autres courants ? Mais voyons, il n'y en a pas ! Vous ne les avez pas entendus. Pas davantage d'ailleurs que ce courant « socialiste » qui a reçu l'appellation contrôlée. Il n'y a que le petit syndicat des correcteurs qui pourrait donner un peu de fil à retordre à cette direction « scientifiquement » éclairée. Mais peut-être est-il déjà tordu et le prestidigitateur Séguy nous présentera-t-il bientôt des anarcho-syndicalistes réclamant des nationalisations !

Il aura du mal cependant à passer sous silence les grincements et protestations qui se sont fait entendre à la base de son édifice. Cela est plus significatif que les abstentions de deux socialistes de la commission exécutive.

Séguy, après s'être salué lui-même au siège du P.C.F., a rendu visite au parti socialiste. Vous vous demandez ce qu'a donné cette entrevue. Ou plutôt vous ne vous le demandez plus. En tout cas, Séguy vous le dit : « *Le P.S. s'est efforcé de minimiser ou de nier purement et simplement l'existence de différences d'analyse ou de divergences entre le parti socialiste et la C.G.T.* » En somme, il refuse d'avouer. Séguy en est offensé, et il déclare : « *Nous avons eu la fâcheuse impression qu'on ne prenait pas notre délégation au sérieux. Nous sommes trop sensibles à tout ce qui touche le respect de ce qu'est la C.G.T. pour ne pas le regretter.* »

Ce n'est peut-être que Séguy et Krasucki que leurs interlocuteurs ont eu du mal à prendre au sérieux.

D'autres interlocuteurs valables

Le parti socialiste a sans doute pris plus au sérieux les visiteurs qu'il a reçus les 8 et 9 décembre. C'étaient des éminences du P.C.U.S., traduisons : Parti Communiste de l'Union Soviétique, tous gens de bonne compagnie. Savez-vous quel était le sujet de cette conversation : la construction européenne, tout simplement. Pour que l'histoire soit complète, il faut ajouter que ce colloque était la suite d'un autre qui se tint à Moscou en juillet 76, entre les mêmes partenaires : parti socialiste et parti communiste de l'U.R.S.S. Cette discussion précédente avait pour thème : la crise du capitalisme.

On voit la hauteur des problèmes que les « marxistes-léninistes » de Moscou ne craignent pas de discuter avec les « social-démocrates » de Paris. Ceux-ci ne sont plus dignes de parler avec M. Marchais d'un programme commun de gouvernement ; ils le sont d'échanger de savants propos, sur des questions fondamentales, avec les « théoriciens » du comité central de l'U.R.S.S.

Le parti socialiste avait désigné pour cette rencontre une délégation étoffée qui comprenait certains de ceux qui, il y a maintenant plus de trois mois, furent privés « d'actualisation » par le P.C.F. Parmi ces socialistes admis à parler avec les com-

munistes de l'U.R.S.S., on relève le nom de Michel Rocard, lequel, chacun le sait, est particulièrement bien aimé des communistes français.

Mais M. Marchais verra dans cette apparente contradiction une preuve nouvelle de son indépendance. Il engueule à grand coups de mâchoires ces social-démocrates qui viennent d'avoir avec des « bolcheviks » de haut rang une conversation empreinte de « franchise et de camaraderie », selon les termes habituels des communiqués qui sortent de ce genre de colloque.

Quant à nous, nous y verrons un sujet de réflexion, d'une réflexion non dénuée d'un léger amusement, du moins dans l'état actuel des choses.

Le G.R.E.C.E. et l'égalité

Qu'est-ce que signifie encore ce sigle qui trouve le moyen de prendre globalement le nom de la Grèce éternelle, pas celle des colonels à mine patibulaire dont nous sommes débarrassés et le peuple grec avec nous, celle de l'Acropole et de Socrate ? Il s'agit du Groupe de Recherches et d'Etudes pour la Civilisation Européenne. Ça existe. Ce machin a passé un dimanche, le 4 décembre, à colloquer sur l'égalitarisme, ou plutôt contre l'égalitarisme. En fait, pour essayer de justifier les inégalités sociales.

Pour cela, ces messieurs, car ce sont des messieurs, se sont appuyés sur « la science », voyez-vous ça ! sur le dernier mot de la biologie. Ils ont ainsi enfoncé cette porte ouverte : les hommes sont différents, donc inégaux. Ils ont chacun leur patrimoine génétique dont résultent bien plus que du milieu et de l'éducation, leurs aptitudes et leur comportement. D'où il ressort selon ces messieurs que l'égalité et l'égalitarisme ne sont qu'erreur et illusion.

Nous qui sommes ici des défenseurs ardents de l'égalité, nous qui avouons notre « égalitarisme », nous n'avons jamais dit que les hommes étaient égaux, biologiquement égaux, ils sont différents et heureusement qu'ils le sont. La question n'est pas là : elle est de savoir pourquoi et comment ces différences naturelles doivent se traduire par des inégalités économiques et sociales. Nous attendons sur ce point nos beaux discoureurs.

Ils en seront réduits à peu près à ceci : puisque cet homme est plus intelligent, il doit être mieux payé. Nous sommes déjà en plein cafouillage. D'abord, quel instrument ont-ils pour mesurer l'intelligence et plus particulièrement la leur ? Il y a plusieurs formes d'intelligence et les raisons ne sont pas probantes qui font privilégier une forme plutôt qu'une autre. Nous admirons les formes intellectuelles de l'intelligence mais, sans faire de démagogie ouvriétiste, nous avons tous connu des travailleurs aux mains intelligentes qui faisaient se développer des qualités intellectuelles. En outre, il n'est pas donné qu'une intelligence estimée « supérieure » dans une certaine conception de la vie, doive nécessairement se traduire par l'appropriation d'une part plus grande du produit social.

Quand on examine les inégalités sociales réelles, on voit aussitôt qu'il est impossible de les relier à des différences d'intelligence, à des inégalités biologiques. Elles sont la traduction des rapports de domination. La hiérarchie des valeurs, « la nécessaire hiérarchie des valeurs », comme dit le camarade André Bergeron, n'est pas établie une fois pour toutes. Elle a changé plusieurs fois dans l'histoire des sociétés. Elle changera encore. La révolution consiste justement à la changer. La révolution prolétarienne consiste à la changer dans le sens de l'égalité. Les camarades réformistes nous diront que c'est pour la remplacer bientôt par une autre hiérarchie tout aussi inégalitaire. Ce n'est pas parce qu'une expérience, faite une fois ou dix fois, ou cent fois, n'a pas conduit au résultat escompté, qu'elle n'y conduira pas une autre fois. Bien entendu, si on la recommence de même façon, toutes les chances sont pour qu'elle conduise au même échec. Mais celui-ci instruit l'expérimentateur social, le militant, et s'il change une donnée ou plusieurs de l'expérience, il obtiendra un autre résultat. D'ailleurs, les conditions de l'expérience se modifient en dehors de lui.

Pour nous, le résultat est bon quand il bouscule « la hiérarchie des valeurs », quand il accroît l'égalité économique et sociale. Cela n'est nullement contradictoire avec la reconnaissance, et même l'exaltation, des différences entre les hommes. La science n'est d'aucun secours pour les défenseurs des injustices sociales.

R. GUILLORE.

IDÉOLOGIE ET LUTTE DE CLASSE AUX P.T.T.

Les grèves fréquentes, et la phraséologie révolutionnaire et romantique des syndicats de postiers réussissent à faire illusion : ombres fidèles de la forme actuelle d'administration présentée comme seule forme possible de gestion des PTT, ils passent pour les animateurs d'une contestation profonde. Il s'agit bien plus souvent de soupapes de sûreté, ou de rouages, parmi d'autres, pour tenir en main l'ensemble du personnel.

Très largement, ce sont les hommes des syndicats qui font l'information intérieure, pour les postiers, et celle qui vise le public, les usagers, l'opinion. Le syndicaliste prend assez facilement la place du fonctionnaire dévoué à une politique administrative précise, les rôles sont interchangeables, l'information est partout soigneusement filtrée.

De même que la perle est sécrétée par l'huître, les structures mêmes de l'administration postale conditionnent celles des syndicats, celles des actions et motivations syndicales.

Les syndicats peuvent résoudre des problèmes circonstanciels, ou de détails, mais ils restent incapables de promouvoir des réformes fondamentales dans l'intérêt du public, comme dans celui des postiers.

C'est pourquoi, syndiqué à 70 %, disposant d'uné armature syndicale puissante et active, la corporation postale, eu égard aux moyens mis en place, reste l'une des plus mal défendues.

41 % des postiers gagnent 2.000 à 2.700 F, 35 % entre 2.700 et 3.000 F. Les salaires sont insuffisants, les conditions d'emploi s'améliorent peu, et le métier lui-même, ne cesse de se dévaloriser tant dans l'opinion publique que dans celle des postiers eux-mêmes.

Conséquence : l'usager qui pâtit de grèves sans efficacité revendicative, soutient peu les postiers, et ceux-ci sont de plus en plus nombreux à chercher des « combines » diverses pour améliorer leur ordinaire, acceptant même de se porter volontaires dans un bureau voisin alors qu'ils sont en grève dans le leur, ou doublant leur journée de travail par des heures supplémentaires : il est loin le temps où les syndicats exigeaient les « trois huit » !

(à suivre) **Daniel SERVET.**

Festival - Manifestation des travailleurs immigrés

Objectif principal : la sécurité

Le 8 janvier, s'est tenu à la salle Wagram de Paris, un festival des travailleurs immigrés en France. Il était organisé par la Maison des Travailleurs Immigrés (46, rue de Montreuil, 75011 Paris). Cette Maison rassemble plusieurs organisations *autonomes* de travailleurs immigrés : L'Union générale des travailleurs sénégalais en France, la Fédération des travailleurs d'Afrique noire immigrés, la Fédération des associations portugaises, le Comité des travailleurs sénégalais en France, la Fédération des travailleurs d'Afrique noire immigrés, la Fédération des associations portugaises, le Comité des travailleurs algériens, l'Association des Marocains en France.

Ce festival va être prolongé en se décentralisant dans les arrondissements de Paris et dans plusieurs villes de province. Le 8 janvier, c'était le gala d'ouverture. Nous y étions invités, nous avons eu la grande satisfaction d'y assister et de prendre part à une conférence de presse qui se tenait conjointement.

Parlons d'abord du festival lui-même : les deux salles Wagram étaient pleines, ce qui doit représenter non loin de quatre mille personnes dont un nombre important de militants français. Les chanteurs, les groupes musicaux fokloriques se succédèrent jusqu'à 22 heures. Colette Magny y apportait sa participation avec sa voix et son cœur généreux.

L'idée directrice et les objectifs de ce rassemblement nous furent exposés au cours d'une conférence suivie de nombreuses questions et réponses. Quatre orateurs d'origine différente nous parlèrent ; c'étaient manifestement des militants très cultivés s'exprimant dans un français impeccable. Dans l'énumération des organisations, nous avons souligné tout à l'heure le mot « autonome ». C'est parce que leurs représentants insistèrent sur sa signification : elles se veulent indépendantes, non seulement du gouvernement français et de leur propre gouvernement. mais aussi de tous les partis politiques, ceux de leurs pays, comme ceux de France. Mais l'un des conférenciers prit bien soin de préciser qu'indépendance ne voulait pas dire neutralité, ni absence de lien avec les luttes des travailleurs français.

Voici une partie des documents d'information que les organisateurs fournirent aux journalistes :

Le Troisième Festival des Travailleurs Immigrés a comme objectif la défense de la sécurité *de ces travailleurs en France.*

Cette sécurité est de plus en plus menacée :

— *Les mesures gouvernementales récentes, annoncées par M. Stoléru, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, font croire à la population française que le renvoi des immigrés pourrait résoudre les problèmes de l'emploi. Or, une étude interministérielle, élaborée par M. Le Pors, ainsi que l'expérience de l'Allemagne Fédérale, prouvent le contraire.*

Ces mesures ont créé une ambiance raciste.

— *Dans cette ambiance, les atteintes concrètes à la sécurité se multiplient :*

- *expulsions arbitraires du territoire (l'existence de la prison illégale d'Arenc à Marseille a été maintes fois prouvée ; des immigrés y sont détenus sans possibilité de défense en attendant leur expulsion) ;*
- *licenciements abusifs (sur les milliers de licenciements en Lorraine, 2.200 touchent des travailleurs immigrés) ;*
- *restrictions aux libertés fondamentales d'expression et d'association (déclaration de nullité de l'OCA et de l'UNEK ; avertissements à l'AMF ; changement de statut de l'UGTSF) ;*
- *contrôles policiers fréquents et souvent brutaux, dont surtout les Africains et les jeunes sont l'objet ;*
- *tracasseries nombreuses dans les préfectures et les commissariats au moment du renouvellement des papiers, tendant à mettre les immigrés en situation « irrégulière » ;*
- *danger physique, surtout pour les Africains. Les auteurs d'attentats racistes paraissent difficiles à trouver. La presse raciste (Minute, Le Méridional, Le Parisien Libéré, etc.) peuvent impénument développer des campagnes xénophobes.*

Les orateurs insistèrent sur cette ambiance d'insécurité permanente que connaissent les travailleurs immigrés et, plus particulièrement, leurs militants. L'un d'eux nous a dit, évoquant cet asile-prison d'Arenc, création illégale et arbitraire : « N'oubliez pas qu'il y a un Arenc dans tous les ports internationaux français ».

Ce Troisième Festival s'est prolongé, le samedi 14 janvier, par une *Journée Nationale d'information sur la formation des travailleurs immigrés.* Sur cette importante question, les camarades orateurs ont renouvelé leur affirmation d'autonomie : la formation générale et professionnelle doit être pensée, organisée et contrôlée par les travailleurs immigrés eux-mêmes.

Cette Journée du 14 janvier comprenait quatre « forum » : alphabétisation en langue française et en langue d'origine : préformation et formation professionnelle ; formation-retour, formation militante ; les femmes émigrées et la formation.

Contre le socialisme d'État

« L'expérience, faite pendant la guerre, du contrôle de l'Etat sur l'organisation de l'industrie et du commerce a fait mûrir, en bien des esprits bourgeois, l'idée du « socialisme d'Etat »... Le socialisme révolutionnaire a pour tâche d'amener le prolétariat à répondre par la lutte à cette servitude nouvelle. Le mot d'ordre « contre le socialisme d'Etat » doit servir à lui expliquer, avec la plus grande vigueur, sa condition dans le cadre du nouvel impérialisme.

Anton PANNEKOECK
(gauche communiste de Hollande - 1920).

UNITÉ ET INDÉPENDANCE : DEUX TERMES INSÉPARABLES

Le débat engagé dans la « R.P. » sur l'indépendance syndicale ne peut laisser insensible un syndicaliste de la F.E.N., qui se reconnaît dans l'orientation nationale de son syndicat le S.N.I. P.E.G.C. et de sa fédération.

Je crois, par ailleurs, qu'on ne peut aborder cette question sans établir le lien entre les événements politiques actuels, de 1972 à aujourd'hui, leur interférence avec les rapports entre syndicats et partis, et les leçons de l'histoire sociale des cinquante dernières années.

En effet, la Charte d'Amiens de 1906 fut adoptée comme document de référence pour consigner dans le texte la toute récente unification syndicale, au moment même où le parti politique ouvrier s'unifiait lui aussi pour la première fois.

Mais la C.G.T. de 1906 ne pouvait unir tous les travailleurs désireux de se syndiquer que dans la mesure où elle refusait la conception guesdiste de la courroie de transmission.

C'est sur ce rapport que le syndicaliste français forgera ses cassures et ses réunifications.

En 1922, deux ans après Tours, la scission qui va séparer les « confédérés » et les « unitaires » survient alors que les espoirs de voir la révolution russe se développer en Europe sont remis en cause.

En 1935, s'il y a réunification, c'est avec la Charte de Toulouse (1936), exprimant au moins formellement, une position claire sur l'indépendance syndicale. Les communistes de l'ex-C.G.T.U. effectuaient alors l'un de leurs premiers grands virages à 180°.

En 1939, le pacte germano-soviétique fait éclater les belles déclarations de Toulouse.

En 1945, après les accords du Perreux de 43, la C.G.T. réunifiée va pouvoir regrouper des millions d'adhérents.

Mais une centrale qui accepte, comme la C.G.T. en 45, d'aligner ses positions sur les orientations de la politique des gouvernements tripartites (M.R.P., P.C.F., S.F.I.O.) sur le thème général : « Produire d'abord, revendiquer ensuite », allant même jusqu'à dénoncer la grève comme « arme des trusts », peut-elle continuer à préserver l'unification des travailleurs ?

Ne se soumet-elle pas alors à tous les vents extérieurs et à leurs changements ?

Il suffit de la guerre froide, du culte de Staline imposé jusque dans les syndicats et des problèmes de la reconstruction en Europe pour rendre insupportable la vie commune. C'est la scission. C'est la perte d'une Confédération pour tous, et indépendante de tout parti, église, etc.

Seule, la Fédération de l'enseignement, dont les responsables avaient participé aux travaux de la Résistance Ouvrière, puis de Force Ouvrière avant 47, préservait son indépendance sans la payer par la scission. Elle était sans doute la seule, avec la Fédération du Livre à l'époque qui a suivi depuis un drôle de chemin, à pouvoir le faire.

Mais il fallait que la F.E.N. et le S.N.I. maintiennent vivante la preuve de l'unité syndicale.

Apparemment aujourd'hui, toutes les organisations syndicales affirment leur indépendance et revendiquent la libre détermination de leur orientation, quel que soit le gouvernement en place.

Mais que dire d'une indépendance qui repose sur une concurrence ? Ne voit-on pas que le choix d'un syndicat c'est déjà la division face au patronat et au gouvernement ? On choisit une idéologie politique. On ne choisit pas le fait d'être salarié, et de participer sur le plan quotidien comme dans la perspective du socialisme à la lutte de classe, donc de se syndiquer.

Depuis 72, la C.G.T. avait lié son programme syndical à celui du programme commun. Dans les sections et les syndicats nationaux qu'ils dirigent, les responsables de la tendance communiste de la F.E.N. avaient agi de même.

La solution à tous les problèmes syndicaux : « union, action, programme commun », formule magique qui camouflait le reste allait pourtant avoir une fin.

Depuis août 77 : il n'y a pas un seul discours de la C.G.T. ou d'Unité et Action qui dise clairement les choses. Le seul objectif : couvrir la responsabilité du P.C.F. d'avoir rompu l'union de la gauche. Pour cela, de la délégation au siège du P.S., en passant par le silence pudique, ou les déclarations les plus contradictoires, au grand étonnement des belles âmes, il apparaît que ce n'était pas dans un esprit unitaire que la G.C.T. avait renié son indépendance au profit du programme commun, mais au compte de la version stalinienne de ce programme.

Je suis persuadé que la conception, même non avouée, comme aujourd'hui, du syndicalisme « courroie de transmission » est minoritaire parmi l'ensemble des travailleurs.

Encore faut-il qu'une majorité de travailleurs soit syndiquée. Peuvent-ils l'être lorsque la division, que d'aucuns, comme la C.F.D.T., nomment par euphémisme, « pluralisme », règne sur le syndicalisme ?

En 1957, le S.N.I. lançait avec des responsables de syndicats F.O. et C.G.T., le Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique, tentative qui aboutit à un échec.

En 1958, avec la F.E.N., le S.N.I. lançait seul la grève générale contre le pouvoir personnel et une politique dont le dernier acte fut la tentative de 69 de transformer les responsables syndicaux en sénateurs.

Que ce serait-il passé si le M.P.U.S.U.D. avait réussi ?

Divisé, le mouvement syndical regroupe entre 20 et 25 % de l'ensemble des travailleurs.

N'est-il pas plus facile de préserver l'indépendance syndicale lorsqu'on en regroupe les 80 ou 90 % ? Plus grande est la participation des salariés à leur syndicat, et plus difficile est l'action sectaire des politiciens déguisés en syndicalistes.

En 75, à Saint-Etienne, lors de son avant-dernier Congrès le S.N.I. appelait toutes les organisations syndicales à engager un débat sur la réunification.

Les réponses ne sont guère encourageantes, mais peut-on arriver à une véritable indépendance syndicale sans agir pour l'unité organique ?

Le 20-12-77.

François CHAINTRON.

Les problèmes d'un syndicalisme indépendant et politisé

J'ai l'intention de répondre à E. Mormiche (R.P. de décembre 1977) qui voit le syndicalisme à travers les lunettes déformantes de l'idéologie dite révolutionnaire alors que pour nous c'est lorsque le syndicalisme est indépendant — c'est parce qu'il est indépendant — qu'il porte les promesses révolutionnaires. ... Mais nous n'avons jamais ignoré et négligé les problèmes humains dont la solution devrait conditionner cette indépendance essentielle. Pour le prouver, je veux citer simplement ce que j'écrivais à ce sujet en 1950... alors que le Noyau de la R.P. m'avait chargé de... « célébrer » les noces d'argent de la R.P.

J'avais rappelé qu'en 1934... dans le désordre des choses et le désarroi des esprits... favorisant les utopies, les constructions abstraites... et les aventures périlleuses, nous avions lancé le mot d'ordre « Tout le Pouvoir aux syndicats »... *mais je continuais par des observations rétrospectives que je ne crois pas inactuelles...*

Mais il est vrai que pour nous le syndicat demeurait le groupement essentiel de la classe ouvrière, l'institution de base de la société future — et que le syndicalisme était révolutionnaire dans la mesure où il s'affirmait indépendant à l'égard des partis, des sectes, des idéologies et des Etats.

Seulement nous offrions le pouvoir à des syndicats que n'animaient pas des syndicalistes authentiques.

Dans ma retraite forcée de 1943, j'avais médité sur ce problème humain et rédigé hâtivement quelques notes que je soumets ici à l'attention de nos amis... avec toutes les précautions d'usage.

« On avait pris l'habitude de décorer du titre de syndicalistes, les militants des organisations syndicales, responsables de l'administration et de l'action de celles-ci. C'était sans doute pour les distinguer des simples syndiqués et établir une hiérarchie qui ne correspondait guère à une véritable échelle de valeurs.

« Sans doute, des secrétaires de la C.G.T., des fédérations, des unions et des syndicats s'étaient-ils formés dans l'action syndicale. Mais selon la formule de Renan, reprise par Monatte en 1919 : « en eux l'administrateur avait tué l'apôtre ». Et c'était chez eux que l'on rencontrait le plus de scepticisme quant aux possibilités créatrices de la classe ouvrière, le plus d'indifférence ou même d'hostilité à l'égard des ambitions sociales qui caractérisaient le syndicalisme héroïque de 1906.

« D'autres avaient été formés exclusivement dans un parti politique sévèrement discipliné, et « fournis » par celui-ci aux organisations syndicales vassales. Quelquefois le syndicaliste d'origine, conquis par ce parti politique, s'alignait avec d'autant plus d'empressement sur « les révolutionnaires professionnels » qu'il se sentait plus suspect à leurs yeux.

« Le syndicalisme des services publics connaissait une variété de militants assez différente de celles qui fleurissaient dans le syndicalisme purement ouvrier. Des associations corporatives, des « amicales » s'étaient lentement transformées en syndicats, et leurs dirigeants n'avaient pas renoncé aux méthodes de collaboration avec les administrations publiques, de pression sur le gouvernement par le jeu des partis parlementaires, qui leur avaient permis de remporter, dans le passé, des succès appréciables. La C.G.T., par leur influence, devenait une machine politique, jouant son rôle dans la formation et la dislocation des majorités parlementaires, dans la chute et l'avènement des ministères, dans la mêlée électorale.

« Le syndicalisme des instituteurs se distinguait cependant par la valeur de ses militants de base. Mais l'action syndicale prolongeait simplement pour ceux-ci l'action laïque et démocratique. Sans doute, constatait-on une heureuse évolution assez nette et rapide dans les générations nouvelles, où le syndicalisme gagnait du terrain, à chaque renouvellement des cadres, après chaque action exceptionnelle. Et, en province, ce n'était pas le partisan politique qui « noyautait » le syndicat, mais l'âme du syndicat qui perçait sous le partisan, dans les délibérations des partis politiques. Seulement, ce n'était là qu'une promesse dont on attendait les fruits.

« C'est encore dans le syndicalisme des fonctionnaires que l'on rencontrait ce type « d'homme d'Etat » en puissance qui exerçait ses talents dans les cadres de l'organisation syndicale, sans être attaché à celle-ci par quelque chose qui tienne du cœur et du sang.

« Chez aucun de ces hommes, on ne retrouvait les traits marquants de la phalange qui menait au combat la classe ouvrière, avant 1914. Ni la confiance exclusive dans l'institution syndicale, ni la foi exclusive en les vertus sociales et morales de l'action syndicale. On ne se référait à la charte d'Amiens — qui fut au mouvement ouvrier, ce que la Déclaration des droits de l'homme fut à l'Etat libéral et bourgeois — que pour y ramasser des arguments contre la tendance rivale. Les uns opposant ses formules d'indépendance aux entreprises politiques, les autres condamnant la collaboration avec l'Etat et le patronat, au nom du constat de la lutte de classes qu'elle précise en termes définitifs.

« L'unité réalisée en 1936 aurait pu, sans modifier les hommes en place, favoriser la formation d'équipes de remplacement. Mais tout fut emporté dans les flots du Rassemblement populaire, la C.G.T. perdit son individualité propre. C'est au sommet que l'on négociait les conventions collectives, et l'on attendait du ministre ou du législateur les décisions contraignant peut-être les patrons mais en détruisant le moteur du mouvement ouvrier. La promotion de 1936 n'avait pas suivi la voie normale du syndicat de métier à la Fédération industrielle à l'Union régionale et à la C.G.T. Elle était d'abord confédérale, par l'effet direct du Rassemblement populaire. L'adhésion au syndicat s'imposait à elle comme un geste du même ordre que la participation aux élections et aux cortèges du 14 juillet. Et la spontanéité — indéniable — des grandes grèves de juin 1936 naquit dans le « climat » de la victoire électorale des partis d'extrême gauche et s'alanguit jusqu'à se perdre dans les « réalisations sociales » du gouvernement Blum.

« On espérait beaucoup des efforts de l'Institut supérieur ouvrier et des collèges du travail. Et il serait injuste de les dédaigner. Mais avait-on réussi

à éduquer des syndicalistes déjà formés dans la bataille quotidienne, ou n'avait-on pas plutôt appris à des ouvriers à « penser » en marge du mouvement ? En fin de compte, on aboutissait à une nouvelle forme d'évasion... »

Il ne serait pas difficile de retrouver aujourd'hui des types humains comparables à ceux que j'avais tenté de classer et d'expliquer. Ils avaient tous un trait commun : c'était leur manque de confiance dans les qualités propres, les possibilités de la classe ouvrière. C'est en militant pour l'indépendance du syndicalisme que l'on peut lutter efficacement contre cet état d'esprit.

Car disait encore Monatte en une de ses formules pittoresques et décisives : « Nous ne voulons pas d'une Révolution tombant sur la classe ouvrière, comme un voleur dans la nuit ! »

Roger HAGNAUER.

LE TERRORISME DE L'IMPOSTURE
Rectification et conclusion

Dans mon article : « Le Terrorisme de l'Imposture » (R.P. de novembre 1977), quelques rectifications utiles : p. 9, première colonne, trente-quatrième ligne : pour les décembristes, il fallait *1825* et non 1925.

Le deuxième paragraphe de la deuxième colonne (p. 9) est le résultat d'un remaniement sommaire que j'ai effectué hâtivement... car évidemment la chronologie de la propagande par le fait était beaucoup trop lourde pour être facilement résumée. Inutile donc d'insister sur les lacunes de ma « rétrospective ». Cependant il était absurde de ma part d'aligner, en fin de paragraphe, *l'attentat contre le Kaiser* et *l'exécution des martyrs de Chicago.* Je renvoie tous mes amis au beau livre de Maurice Dommanget : « L'Histoire du Premier Mai », ils y trouveront la relation des événements tragiques de mai 1886 à Chicago. C'est bien le 3 mai la police qui prit l'initiative d'un véritable massacre. Et le 4 mai une bombe lancée probablement par un anarchiste allemand — dont le détective qui l'aurait découvert n'aurait pu obtenir l'arrestation — était une réplique aux violences policières en fin d'un meeting de protestation pacifique. Il sembla bien que l'affaire fût l'effet d'une machiavélique et infâme combinaison pour décapiter le mouvement anarchiste essentiellement ouvrier. Condamnés à mort après un procès inique : Spies, Fischer, Ling, Engel et Parsons furent réhabilités officiellement en 1893. Mais le sang des martyrs, dit Dommanget, féconda l'idée des Huit Heures et consacra la date historique du *Premier Mai.*

- Page 10, première colonne, huitième ligne : lire le *subconscient* et non le soubresaut.

- Page 10, deuxième colonne, quatrième paragraphe, première ligne : lire « ce qui me paraît *incontestable* » et non contestable.

Enfin, les exigences de la mise en pages ayant supprimé l'avant-dernier paragraphe et la conclusion, je crois utile de les reprendre ici.

... Quant au Comité contre l'Europe germano-américaine, dirigé par Claude Bourdet et J.-P. Sartre — si longtemps compagnons de route des staliniens —, il s'élève à son tour contre les pressions exercées par les autorités allemandes et contre l'extension du modèle allemand aux autres pays européens (« Le Monde», 29-10-77). Nous ne revenons pas sur ce que nous avons dit de cette germanophobie provocatrice, qui pue la mauvaise foi, qui ressuscite Charles Maurras et Paul Deroulède, qui use du même style que les gens qui, en coiffant Jean Jaurès d'un casque à pointe, l'avaient désigné à son assassin. »

J'entends cependant de doux rêveurs romantiques exprimer le regret de notre mépris de l'héroïsme dont — quelle que soit leur motivation — les terroristes d'aujourd'hui sont les dernières incarnations.

Je ne leur répondrai qu'en citant la dédicace de ma brochure sur « l'Actualité de la Charte d'Amiens » (publiée en 1956, avant les événements tragiques de Hongrie) :

« A la mémoire de tous les martyrs de la cause ouvrière : ceux de juin 1848, de mai 1871, des martyrs de Chicago (1886), de Draveil, de Raon l'Etape, de Villeneuve-Saint-Georges (1908) — à la mémoire de Sacco et Vanzetti (1927) — des héros de Berlin (1953), de Poznan (1956), à la mémoire de tous les militants ouvriers morts en combattant pour que tous les ouvriers du monde puissent vivre libres en travaillant ! »

Ceux-là sont nos héros ! Gardez vos Baader !

R. H.

En TUNISIE

Le torchon brûle. On se rappelle mon papier de novembre paru dans la R.P. : la centrale tunisienne, qui avait participé à la lutte pour l'indépendance a continué de collaborer avec le nouveau gouvernement sous la tutelle du Parti unique (Néo-Destour).

Le temps et les difficultés économiques ont vu surgir des jeunes cadres indépendants. Les dernières grèves ont également soustrait les militants de cette tutelle, alors qu'ils étaient tous affiliés au Parti, d'où le divorce.

Habib Achour, le secrétaire de l'U.G.T.T. a été menacé de mort. Des grèves, de une et deux heures, de solidarité et de prévention contre fascisme naissant, ont éclaté dans tous les secteurs publics et privés, suivies de grèves de revendications de vingt-quatre heures dans les Mines et les Chemins de Fer : réussies à cent pour cent. Elles menacent d'être illimitées en cas d'échec. Un patron qui emploie six cents ouvriers a fermé son usine. Des manifestations eurent lieu en ville contre le premier ministre, qui, aux dires de l'U.G.T.T. soutient les patrons.

Ce matin le gouvernement dévoile ces batteries. Le ministre de l'Intérieur et le directeur de la police accusés depuis un certain temps de libéralisme, ont évité à certains égards les bagarres, ils ont été limogés et remplacés par le ministre de la Défense et le directeur de la sécurité militaire qui a fait ses armes en France et en Amérique. De beaux jours en perspective pour l'année 1978 et pour les syndicats ouvriers.

Les mineurs ont obtenu satisfaction et la grève illimitée n'a pas eu lieu.

1) Les gains : salaire unique. C'est très important, il n'existait pas en Tunisie. Il va faire tache d'huile. On s'attend à du remous dans les syndicats. C'est une victoire importante de l'U.G.T.T.

2) Augmentation de l'indemnité des couffins.

3) Augmentation du congé annuel.

4) Paiement des journées de grève.

Refusés : 1) Participation aux bénéfices 20 %.

2) L'adduction de l'eau potable dans l'agglomération ouvrière, mais le gouvernement a promis de la prendre à sa charge, l'eau de la mine est saumâtre.

Les cheminots : augmentation des salaires.

La grève n'a pas eu lieu.

Ces succès ont deux causes : la force de l'U.G.T.T., 500.000 cotisants ; le ministère en état de crise interne.

Le cinquième plan est très ambitieux, et certains ministres marquent le pas derrière son promoteur, le premier ministre Hedi Nouira. Le remaniement ministériel a été annoncé il y a deux mois. Si le ministre de l'intérieur a été pratiquement limogé pendant son absence à Paris (deux jours) les cinq ministres qui ont démissionné ne l'ont pas fait par solidarité avec lui. Comme ils s'attendaient à être remplacés ils ont offert leur démission. Un fait est certain, le limogeage et la manière dont il a été fait ont poussé ces ministres à démissionner, car on n'a jamais vu en Tunisie un ministre présenté sa démission. Le courage et l'abnégation ne sont pas de leurs vertus.

De toute façon ils n'auront rien perdu. Ils sont appelés à être directeur de banque, des Compagnies d'Assurances ou de Société industrielle. Ils ont été remplacés au pied levé. La matière grise ne manque pas en Tunisie. Les Grandes Ecoles Françaises ont assuré la relève. Il n'y aura pas comme en Espagne « Un Après Bourguiba », l'Homme Fort est aujourd'hui M. Hédi Nouira.

Ahmed BEN MILAD.

PARMI NOS LETTRES

Quelques mots réconfortants
d'Antoine BORIE (Gironde)

« Vous trounverez ici mon réabonnement de soutien à la « R.P. » J'attends toujours son arrivée. Au moment où le syndicalisme, le vrai, perd son pur visage, et où les partis révolutionnaires s'embourbent dans la violence et la négation, la « R.P. » m'apporte, elle, l'étude sévère des faits et la propreté de ses analyses. Soyez-en félicités. »

On ne fait pas la révolution (réponse à Mormiche)
de Jean DUPERRAY (Loire)

« Je ne vois pas vraiment comment, dans la pratique, on peut, et pourquoi on devrait, donner un ordre de priorité aux nécessités révolutionnaires sans se tenir en même temps en état d'alerte contre les dangers du capitalisme d'Etat et de ses déviations dictatoriales, sans participer à la revendication quotidienne, sans opposer « les chevaux de Troie » ouvriers. Toutes les réformes possibles sont évidemment à double tranchant, mais l'une ou l'autre peut devenir « l'essentiel » dans telle ou telle circonstance dont la détermination nous échappe. Devant la bureaucratisation, il ne faut pas perdre de vue la nécessité de l'indépendance du syndicalisme, de sa capacité à contrôler ou à contrer tous les pouvoirs, y compris le sien propre. Il faut que se créent les organismes les mieux adaptés aux révolutions permanentes en cours : en premier lieu celle que la caste des technocrates paraît la plus apte à s'approprier grâce aux capacités économiques, techniques et organisatrices qui permirent à la bourgeoisie sa Révolution. »

La Caisse d'Epargne... et autres sujets
de Maurice DUVAL (Paris)

« Un sujet jamais abordé : celui du livret de Caisse d'Epargne, garantie du petit économe. Le taux d'intérêt dérisoire, 6,50 %, est loin de compenser l'érosion de l'argent. Le petit épargnant est escroqué et la trésorerie de l'Etat repose sur cette escroquerie. Une preuve : la grève des employés de la Caisse d'Epargne ; elle a pris fin dès que les grévistes ont soulevé dans un tract la question de ce vol qualifié, alors que la Direction s'était jusque-là montrée intransigeante...

Après le dernier « accord » sur la mensualisation, le feu vert est donné aux contrôles médicaux patronaux. Même les médecins ont lancé une pétition nationale contre l'instauration par le patronat d'organismes privés de contrôle des arrêts de travail...

Décidément tous les nationalismes sont aussi bornés et assassins. Dans le « Matin » du 9 septembre dernier, un médecin juif, ex-déporté, dit son écœrement après avoir vu les camps palestiniens au Liban. L'attitude des maronites et des conservateurs chrétiens libanais le révolte. Pour eux, dit-il, la seule chose à faire avec les Palestiniens est de les supprimer ! Le professeur Alexandre Minkovski, pourtant ami traditionnel d'Israël, exprime la même opinion après une visite aux camps palestiniens. Il déclare qu'il est « décidé à se battre pour que les Juifs d'Israël reviennent à la raison... »

Logement ouvrier et condition prolétarienne
de Jaime PADROS (Pyrénées-Orientales)

« L'article très documenté du camarade Daniel Servet (Logement ouvrier et condition prolétarienne) m'a beaucoup intéressé. Ce sont des documents qu'il livre à la réflexion... Seulement, je trouve que ce camarade, après avoir combattu tant d'injustices et signalé les coupables dont l'Etat, ne suggère rien qui puisse être fait contre eux par « les prolétaires » comme il dit. Je songe à l'action du Syndicat des Locataires d'avant la guerre de 14-18 avec son célèbre animateur Cochon !

Dans les Pyrénées-Orientales, les propriétaires se moquent des lois. Je connais le cas suivant : un propriétaire avait loué en 1976 des appartements deux pièces, cuisine et cave pour 1.200 francs par trimestre. Au deuxième trimestre 1977, il augmente de 100 francs, soit plus que les 6,5 % prescrit par la loi. Au premier trimestre 78, il augmente de 200 francs, portant ainsi le loyer à 1.500 francs plus les charges. Aux protestations des locataires, il répond : c'est à prendre ou à laisser ! La sous-préfecture consultée déclare que le propriétaire a tort et qu'il faut porter plainte contre lui. Mais les locataires qui sont des retraités dont trois dépassent 70 ans, ont peur des frais et des ennuis, la crainte surtout d'être mis à la porte... Force doit-elle rester à l'argent ? »

—A—b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

NOUVELLES DE L'ALLEMAGNE FEDERALE. — Plusieurs enseignants Allemands, de l'Ouest, ont été reçus par un groupe parisien de l'Ecole Emancipée. Ils ont exposé les difficultés qu'éprouvent ceux qui, dans leur pays, veulent agir en militants de gauche. Invité à cette réunion, j'ai beaucoup appris et regretté que ceux de nos camarades de la « R.P. » qui nient qu'il y ait une situation répressive grave en Allemagne de l'Ouest, et croient pouvoir dire que ceux qui dénoncent cet état de fait rejoignent les germanophobes de l'extrême-droite chauvine française, ne soient pas présents.

Pour devenir fonctionnaires, les enseignants allemands doivent se considérer comme solidaires du gouvernement, dont ils sont tenus de défendre les décisions et la politique. Ils doivent prendre garde à chacune de leurs paroles : le seul fait de parler du « groupe Baader » au lieu de la « bande à Baader » suffit à les rendre suspects de sympathie pour les terroristes. Notons que les enseignants qui ont donné ces informations sont tous opposés au terrorisme, et critiquent vivement les groupes gauchistes allemands, aussi nombreux et plus sectaires même que ceux de France, au point que lorsque l'un d'eux est victime de la répression policière, les autres vont jusqu'à s'en réjouir ouvertement !

Le Parti Communiste ouest-allemand, de type stalinien genre P.C. portugais, se condamne aussi par son sectarisme à demeurer une petite secte sans influence.

La situation au point de vue répression des idées révolutionnaires est d'ailleurs différente suivant les Länder : plus grave là où domine le Parti Chrétien-Démocrate (dans les états du Sud), un peu moins là où le Parti Social-Démocrate détient le pouvoir local. C'est à Brème qu'elle est la moins mauvaise, à Bade la pire. Mais il arrive parfois qu'un Chrétien-Démocrate se montre plus libéral que les Social-Démocrates. Tel est le cas du maire de Stuttgart, fils du Maréchal Rommel qui, ayant donné son accord à l'inhumation de Baader et ses amis dans le cimetière de la ville, s'est fait vivement attaquer par les socialistes.

La bureaucratie des syndicats allemands, très anti-gauchiste, participe à la « chasse aux sorcières ». Et la police a profité de l'enterrement de Baader pour repérer et ficher les assistants, qui n'étaient pas très nombreux.

Tout ceci nous a été exposé calmement, sans passion, objectivement, par des camarades qui subissent chez eux cette atmosphère de suspicion et de délation, sans pourtant adhérer à l'un des groupements gauchistes dont ils désapprouvent le sectarisme outrancier.

Faudrait-il négliger de faire connaître cette situation sous prétexte qu'il y a pire ailleurs ? Les atteintes à la liberté ne sont pas à mesurer, elles doivent être dénoncées partout où elles se produisent. Et nous qui vivons dans le monde « libre » de l'Europe Occidentale avons pour premier devoir de dénoncer tout ce qui s'y produit de négatif.

PAS DE QUOI SE REJOUIR. — Je ne commenterai pas longuement, cette fois-ci, les dernières nouvelles du Moyen-Orient. Un abîme demeure entre ce que demandent les Arabes et ce que le gouvernement israélien est prêt à accepter. Le plan de Begin refuse aux Palestiniens le droit à un territoire qu'ils occuperaient en toute souveraineté. Aucun pays arabe, pas plus l'Egypte que les autres, ne saurait y souscrire. La question est donc bloquée, au même point qu'avant le voyage de Sadate à Jérusalem, malgré le changement de climat suscité par cette visite.

Les otages français du Polisario ont été libérés. Tant mieux pour eux. Mais cette question a envenimé à un point inquiétant les relations entre la France et l'Algérie, et d'autre part la guerre du Sahara n'est pas près de se terminer. Lutte fratricide entre Etats arabes qui sont prompts à parler d'unité, mais demeurent toujours aussi désunis.

Lutte fratricide également entre le Vietnam et le Cambodge. Alors quoi, c'est pour en arriver là que l'un et l'autre de ces deux peuples d'Indochine ont lutté contre l'intervention américaine ? Et la question qui les divise, ce n'est pas celle des crimes du Kampuchea démocratique : les Vietnamiens ne se préoccupent que des méfaits commis à l'égard des populations des régions qu'ils considèrent comme leur appartenant. Car la cause du conflit, c'est la possession par l'un ou l'autre des deux pays de quelques lambeaux de terre dans la région frontière. Ainsi deux Etats qui se réclament de la même doctrine donnent le triste spectacle d'une lutte armée entre eux. Et derrière le Cambodge il y a la Chine, derrière le Vietnam il y a l'U.R.S.S. On avait l'habitude de telles guerres entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. par peuples interposés. Il faut maintenant les voir se déclencher entre les deux grands du communisme. Spectacle lamentable.

CHARLIE CHAPLIN N'EST PLUS. — Certains rappelleront que cet homme, né dans l'East End, le quartier le plus pauvre de Londres, était devenu immensément riche, qu'il vivait comme un prince, qu'il a accepté un titre de noblesse de la reine Eilsabeth, qu'il a signé une pétition en faveur du peintre mexicain Siqueiros, probablement sans savoir (du moins je l'espère) que ce Stalinien avait participé à une tentative d'assassinat de Trotsky. Bon. Mais c'est de son œuvre que je veux dire quelques mots.

Chaplin avait créé à l'écran cette image du vagabond inadapté, écrasé par la société, obligé de ruser pour subsister, (Ainsi dans « Le Pélerin », évadé de prison, il se fait passer pour un pasteur et se voit contraint de célébrer un culte dans une église de village, ce dont il a bien de la peine à se tirer) et pourtant capable de s'apitoyer sur le sort de plus malheureux que lui et de leur venir en aide : on constate déjà ces sentiments généreux dans un film ancien comme « L'émigrant », puis dans « Le Kid », où le misérable qu'il est recueille et élève un enfant trouvé, dans « Le Cirque », dans « Les lumières de la ville » (la plus réussie de ses œuvres, à mon avis) où lui, le clochard longtemps sans le sou, emploie l'argent qu'un coup de chance lui a procuré à payer l'intervention chirurgicale qui rendra la vue à une jeune aveugle dont il s'est épris ; dans « Limelight », où le vieux clown raté qu'il incarne sauve du suicide et du désespoir une jeune danseuse. Il provoquait l'hilarité, mais il m'a ému plus souvent qu'il ne m'a fait rire.

Dans « La Ruée vers l'or », chercheur malchanceux du métal précieux, il se laisse aller à ses rêves dans sa misérable cabane, attendant la visite de deux jeunes filles qu'il a invitées... et qui ne viendront pas.

Dans « Les Temps Modernes », en dépit de certaines outrances, il fustige de façon saisissante la société capitaliste et sa « libre entreprise ». Dans « Le Dictateur », il tourne en ridicule les personnages odieux qu'étaient Hitler et Mussolini.

Internationaliste, il ne se souciait guère des questions de nationalité, et avait toujours négligé de demander la citoyenneté américaine, bien qu'installé aux Etats-Unis, définitivement croyait-il. Mais à l'époque du Maccarthysme, les chasseurs de sorcières profitèrent d'un voyage qu'il fit en Europe pour l'empêcher de retourner en Amérique. Il se vengea en tournant « Un roi à New York », où il se moque de cette atmosphère morbide qui, dans son film, aboutit à soupçonner de communisme un monarque chassé de son pays par une révolution. Peut-être sent-on dans cette œuvre un peu trop de rancœur.

La tempête maccarthyste passée, il put néanmoins refaire un voyage aux Etats-Unis, où il fut très acclamé. Mais il retourna achever sa vie en Suisse. Sa mort loin du pays où il avait choisi de vivre me rappelle la dernière image du « Pélerin », où on le voit, rejeté par deux Etats, marcher rapidement le long de la frontière, un pied sur le territoire des Etats-Unis, l'autre sur la terre mexicaine, sans savoir de quel côté il parviendra à se réfugier.

LA NATURE PROFONDE DU SOCIALISME. — Déformations ou nature profonde, demande Duperray à propos des aberrations monstrueuses de certains Etats du monde communiste. La question ainsi posée est trop importante pour que je puisse la laisser sans réponse.

Remarquons tout d'abord, qu'un même régime économique peut s'accompagner de différences énormes en ce qui concerne la liberté. Le régime capitaliste a pu, suivant les pays et les époques, s'accommoder d'une démocratie avancée en Europe occidentale ou en Amérique du Nord. Par contre, il a engendré de terribles dictatures, celles de l'Italie fasciste, de l'Allemagne hitlérienne, de l'Espagne franquiste, actuellement celle du Chili de Pinochet. Il s'agissait pourtant, dans tous ces pays, du même régime capitaliste. On trouve aussi une grande variété, au point de vue des libertés, dans les pays situés au-delà du rideau de fer, de la Yougoslavie ou de la Pologne à la Chine, l'Albanie ou le Cambodge.

Mais si l'on prend la moyenne, au point de vue de la liberté, entre le régime capitaliste et le régime dit socialiste, la comparaison n'est pas favorable à ce dernier. Soit. La raison, c'est que dans certains pays avancés, la bourgeoisie capitaliste est assez sûre d'elle-même pour accorder de substantielles libertés. La bureaucratie qui sévit dans le monde de l'Est, au contraire, se sent continuellement menacée, craint sans cesse d'être renversée par un mouvement insurrectionnel venu du prolétariat, et, pour donner le change, elle accuse n'importe lequel de ces mouvements d'être contre-révolutionnaire et d'avoir pour but le rétablissement du capitalisme. C'est ainsi que la bureaucratie russe a écrasé la Commune de Budapest (1956) et le mouvement du Printemps de Prague (1968), ce qui nous a empêchés de pouvoir juger ce qu'auraient pu apporter ces deux magnifiques explosions au point de vue de la liberté.

Que faut-il donc pour que le cloaque stalinien se change en société socialiste progressive, pour que la révolution prolétarienne porte enfin ses fruits ? Que le prolétariat se montre capable de prendre lui-même les choses en mains, de gérer lui-même l'économie sans que certains de ses membres se transforment en bureaucrates spécialisés. Le prolétariat en est-il capable ? Toute la question est là. S'il persiste à déléguer ses pouvoirs à une minorité de bureaucrates groupés en un parti tout-puissant, alors il n'y aura jamais d'issue. Si le prolétariat s'avère capable de planifier l'économie et de la diriger lui-même, alors il est permis d'espérer des jours meilleurs. Le prolétariat est-il capable de jouer ce grand rôle historique ? Ce qui me fait penser que oui, c'est qu'il a déjà su changer, ou tout au moins infléchir, le cours de l'histoire. Dans une récent entretien avec un journaliste du « Monde », Cornélius Castoriadis (un camarade avec qui j'ai milité autrefois, et qui a dirigé la revue « Socialisme ou Barbarie ») a montré que la paupérisation du prolétariat prévue par Marx ne s'était pas produite, parce que les prolétaires se sont défendus, et ont obtenu par leurs luttes des avantages matériels importants. Mais ce grignotage réformiste les a-t-il rendus plus révolutionnaires ? Ici c'est à Mormiche que je m'efforce de répondre, en disant que malheureusement, le réformisme produit deux effets contraires. D'une part il améliore la condition ouvrière, d'autre part il émousse la combativité des exploités qui, à mesure qu'ils atteignent un niveau de vie plus élevé, ressentent de moins en moins profondément le besoin d'une révolution transformant radicalement leur sort. Mais le fait même qu'ils aient été capables d'empêcher la paupérisation qui les menaçait de triompher, ne prouve-t-il pas qu'ils pourraient aussi, s'ils le voulaient, lutter efficacement pour organiser la société sur de nouvelles bases ?

Et dans le monde dit socialiste, comment réagissent les ouvriers ? Là aussi ils se manifestent. Pas toujours de façon digne de notre approbation. Ainsi, lorsque je visitais la Pologne (en 1957), il fut révélé au groupe dont je faisais partie qu'à « Huta Nova », ville ouvrière entièrement nouvelle, « de type socialiste », située à proximité de Cracovie, les travailleurs avaient lutté pour qu'une église catholique leur soit construite. De notre point de vue, ce n'était guère progressif. Mais il leur fut donné satisfaction, et pour ma part j'approuve. J'irai même jusqu'à dire, au risque d'indigner certains camarades, que si la Pologne présente des aspects moins oppressifs que d'autres pays de l'Est (ce que le Président Carter lui-même vient de reconnaître), elle le doit, faute de mieux, au moins partiellement, à cette dualité idéologique entre le communisme et le catholicisme, qui bat en brèche le totalitarisme. Mais ce qu'ils peuvent faire parfois pour satisfaire des idées que nous jugeons réactionnaires, les ouvriers ne pourraient-ils pas aussi l'accomplir pour faire triompher le caractère progressif et libérateur qui aurait toujours dû être celui du socialisme ? Autrement dit, les ouvriers sont-ils capables de prendre en mains la direction du monde, ou doivent-ils être éternellement réduits au rôle d'exécutants, de masse de manœuvre pour servir les intérêts de parasites ?

Cette discussion me rappelle une opinion exprimée autrefois par le poète Jehan Rictus. Adolescent, j'avais lu avec sympathie ses recueils de poèmes écrits en argot parisien, « Les soliloques du pauvre » et « Le cœur populaire ». Un peu plus tard, je lus dans la revue « Monde », que dirigeait Henri Barbusse, ce qu'il disait de la question sociale, à propos d'une enquête sur la littérature prolétarienne. Le prolétariat, à ses yeux, était comparable à un cheval attelé au char de la société. Le capitaliste, montant dans la voiture, le frappe, l'exploite, l'épuise. Le politicien révolutionnaire dit au cheval : « Quand je serai au pouvoir, tu monteras dans la voiture, et je te promènerai à ton tour. » Mais cela ne se produit jamais. L'intellectuel, lui, dit à l'animal : « Tu seras toujours attelé à la voiture, parce que tu es le cheval, mais je t'aimerai, et je prendrai soin de toi. » Inutile de dire que cette opinion de Jehan Rictus m'avait pronfodément déçu et que je la rejetais complètement.

Car il s'agit précisément de savoir si oui ou non le prolétariat s'avérera capable de jouer un autre rôle que celui du cheval qui traîne la voiture. S'il saura en fin de compte se passer des politiciens et des bureaucrates arrivistes, et organiser une société égalitaire dont l'humanité entière profitera.

Est-ce possible ? L'avenir n'est pas écrit d'avance, et nous ne pouvons avoir aucune certitude. Mais ma seule certitude, c'est que si nous laissons la société capitaliste subsister, nous courons vers les pires catastrophes, la guerre mondiale, la pollution décuplée, la barbarie généralisée. Telles sont les conséquences à la longue inévitables d'une société basée sur le profit. Et je me demande souvent avec angoisse s'il n'est pas déjà trop tard, si les conditions objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas déjà dépassées de façon irréversible, ou si elles ne le seront pas avant que le prolétariat ait pris conscience de la nécessité de dépasser l'idéologie des grands partis.

Mais l'histoire est souvent plus lente à se réaliser que nous ne l'imaginions, et j'espère encore que tous ceux qui souffrent de la société actuelle sauront tôt ou tard venir à bout des effroyables obstacles qui se dressent le long de la voie qui conduit à l'émancipation de l'humanité.

Jacques GALLIENNE.

Le grand suicide de l'humanité

L'importance de la pollution

Lorsque l'on tente d'attirer l'attention des gens sur la gravité du problème que pose la pollution, on s'entend répondre : « telle industrie pollue les fleuves ? », « les boues rouges tuent la Méditerranée ? »... « bah ! nous sommes tous des pollueurs ! ». Et voilà ! changeons de sujet de conversation, cela n'a aucun intérêt ! sous-entend cette réponse, d'autant plus équivoque qu'elle dénonce une réalité. Oui, nous sommes tous des pollueurs, mais, ce n'est pas inévitable, et, surtout ce n'est pas une raison pour admettre la disparition de l'air respirable, ni de l'eau potable..

La passivité des citadins est quelque chose d'effrayant quand on y songe. Dans un de ses savoureux romans, Christiane Rochefort raille les Parisiens qui ouvrent leurs fenêtres pour « aérer », et l'héroïne s'imagine naïvement que le jour où les citadins ouvrant leur fenêtre tomberont asphyxiés ils comprendront leur mal.

Mais l'homme a perdu l'instinct de vie

Mais à Tokyo, à Chicago, à Los Angeles, la pollution de l'air est extrême ; mais les usines continuent leur destruction, mais les autos à essence continuent à polluer gravement... Que fait-on ? Nulle part on n'a interdit l'auto à essence ; et pourtant le Japon n'a pas de pétrole ! A Tokyo, il y a des distributeurs d'air oxygéné dans les rues, et quand les passants se sentent mal, ils peuvent prendre une bouffée d'air... à condition, naturellement, de glisser de l'argent dans la fente du distributeur : car, vive le père Ubu, ce distributeur est une machine à faire des sous ! On nous a même affirmé que, dans les lycées les professeurs et élèves mettent des masques à gaz pour sortir... le groupe écologique qui écrit ces articles n'a pas pu vérifier : c'est vraisemblable. En tout cas les machines à respirer au coin des rues cela est authentique et suffisant pour faire comprendre que les hommes acceptent leur mort avec une grande passivité : ils se résignent progressivement à perdre le droit à l'air libre, à l'air sain, à l'air joyeux : à l'air qui rend joyeux. A Paris, il y a eu, une fois, une petite alerte... peu de chose. A Londres les Anglais ont réussi à supprimer le smog : ce mélange mortel de brouillard et de fumées d'usines, pollution d'une industrie brutale et grossière, donc cette pollution peut être notablement diminuée.

Passez en avion au-dessus de Paris, même par temps clair : vous verrez un couvercle d'une nappe grise qui recouvre toute la ville. Autrefois, on pouvait espérer que quand les Parisiens tomberaient évanouis dans leurs rues, ils réagiraient énergiquement et ce cauchemar cesserait. Eh bien non ! vous voyez ils feront des « machines à respirer » qui rapporteront tant de sous qu'on ne pourra plus empêcher la pollution ! Vous pensez, et la libre entreprise alors ? !

Et l'eau potable

Se présentant à l'élection pour la présidence de la République, René Dumont but un verre d'eau lors de l'émission télévisée, et tenta de faire comprendre aux Français le péril extrême qui menace ce précieux liquide. Hélas ! tout le monde prit cela pour une plaisanterie sans conséquence... Et pourtant le danger est là et, celui-là encore, à très court terme.

Quand on habite au-dessus de la Loire, là où il pleut souvent, il paraît incroyable qu'on puisse manquer d'eau : d'eau potable, d'eau qui permette la vie ! et, pourtant, c'est vrai : la menace est là, elle grandit à une vitesse impressionnante et, pendant ce temps-là, installés sur Sirius, les Français discutent pour savoir si ce sera Giscard ou Mitterrand, ou Marchais, qui nous aidera à nous enfoncer dans cette situation catastrophique !

L'agriculture industrielle

Une des pollutions dangereuses provient de l'endroit même d'où nous tirons la vie : de la nouvelle agriculture. On n'arrête pas le progrès, dit la stupidité des nations. Et surtout, il faut lutter contre ce faux progrès : ce contre-progrès qui nous menace de mort.

Des pesticides, des engrais, des défoliants, et même des médicaments vétérinaires, des hormones et des antibiotiques menacent parfois notre vie, plus généralement notre santé.

Et les travailleurs qui les fabriquent sont, encore une fois, aux premières loges : il faut se souvenir de Seveso : ce n'est que le signe avant-coureur de catastrophes qui risquent d'être beaucoup plus sérieuses que les résultats droite ou gauche des élections.

En 1972 dit G. VIEL dans « Quelques remarques sur la pollution des eaux par les pesticides » on répandait 4 à 5.000 tonnes d'insecticides, autant d'herbicides et autant de fongicides ; et, pour la protection des cultures fruitières, il n'est pas exceptionnel d'effectuer 18 traitements dans l'année... ; la charge annuelle d'un verger est de plus d'une dizaine de kilos à l'hectare.

Les grandes cultures répandent des insecticides, des fongicides et des herbicides ; tous dangereux à des degrés divers. En ce qui concerne les herbicides le chiffre d'affaires égale ou dépasse celui de tous les pesticides réunis croissant annuellement d'environ 15 % en valeur (Gournay : Incidences de désherbage chimique sur l'alimentation). Les dangers sont nombreux : pour les travailleurs qui les fabriquent, pour les travailleurs qui les emploient ; ensuite pour tous les consommateurs. Dans l'excellente « *Introduction au débat : Agriculture et Santé* » publiée par les Amis de la terre on renonce à donner la liste interminable des accidents respiratoires ou nerveux des empoisonnements possibles : le cœur, le foie, les poumons, les reins, le cerveau aucun organe noble n'est à l'abri. Les consommateurs ont, eux, droit aux résidus de ces pesticides, soit par la pollution des eaux, soit au long de la chaîne alimentaire dans les aliments les plus divers.

Les résidus de pesticides agissent directement sur notre organisme, ou petit à petit de petites doses s'accumulent en nous jusqu'à la dose toxique, ou, plus sournois, les effets nocifs s'additionnent malgré l'élimination des produits.

Les nitrates (engrais) polluent la nappe phréatique : c'est-à-dire l'eau souterraine qui devrait nous

faire vivre. Ils contaminent les puits et se retrouvent dans les carottes, les épinards, ils peuvent se transformer en nitrites qui se fixent sur l'hémoglobine des globules rouges et donnent une maladie grave. D'autre part ces nitrites peuvent réagir sur les amines de notre alimentation et faire par cette combinaison un produit générateur de cancer.

Les défoliants dont le 2-4-5 T utilisés pour empêcher les feuillus de repousser là où l'Office National des Forêts veut planter des résineux. Explication des responsables lorsqu'on leur demande pourquoi ils répandent des produits aussi dangereux. Vous comprenez, on ne trouve plus personne qui veuille vivre dans les bois et nettoyer les buissons à la main avec des outils, il « faut » introduire des grosses machines dans la forêt donc on arrose avec des défoliants. Si personne ne veut travailler dans les bois avec une hachette parmi le million et demi de chômeurs il ne paraît pas abusif de supposer qu'on ne leur a pas proposé, et les poisons si dangereux des défoliants rapportent beaucoup d'argent aux usines de produits chimiques. Il semblerait urgent d'arrêter cette fabrication et d'offrir un bon salaire à des groupes de forestiers, qui nous épargneraient des Seveso. Car l'incendie de ces forêts provoquerait la formation de la terrible dioxine qui se répandrait dans l'environnement avec des conséquences dont la seule pensée fait froid dans le dos.

Un cercle vicieux

L'ensemble des cycles de vie est fragile : on détruit brutalement des insectes avec un poison : beaucoup meurent mais ceux qui survivent se trouvent vaccinés, immunisés contre cet insecticide ; et passent cet avantage à leurs descendants. Il faut utiliser un autre poison encore plus brutal : qui les tue presque tous... presque mais les survivants auront de nombreux descendants. Avec ces poisons on a tué les oiseaux qui mangent des millions d'insectes.

La Chine surpeuplée a cru bien faire, une année, de tuer les oiseaux parce qu'ils mangeaient les semences : triste, mais les hommes d'abord ; tout plutôt que la famine ! C'est une histoire très écologique : les insectes délivrés de leurs prédateurs les oiseaux, les insectes abîmèrent beaucoup plus les récoltes que les oiseaux. La Chine racheta un million et demi d'oiseaux aux pays voisins et repeupla son ciel.

La morale de cette histoire est qu'il ne faut pas détruire tous les oiseaux : on risque, en répandant par millions de tonnes le poison de se retrouver d'abord sans oiseaux même chez le voisin ; ensuite sans terre cultivable sans aliment sain : toujours le grand suicide.

Le même échec se retrouve dans l'élevage. A entasser les animaux dans de petits espaces, à récupérer une partie de leur fumier pour les « nourrir » à les traiter à force d'hormones et antibiotiques : on fabrique non seulement une viande de très mauvaise qualité, mais encore des animaux fragiles parmi lesquels se multiplient de nouvelles maladies. Ces nouvelles maladies il faut les traiter avec de nouveaux médicaments, et le cycle infernal recommence, toujours plus de poison entraînant une consommation grandissante de poison. Résultat on a perdu la qualité mais on perd finalement la quantité à laquelle on avait tout sacrifié.

Une autre agriculture

Une agriculture biologique est possible, dans l'état actuel de la terre, c'est notre seule chance d'échapper à une pollution insupportable de nos aliments. Comme d'habitude, on nous accuse alors de vouloir retourner en arrière et de cultiver comme au Moyen Age ou au mieux un ou deux siècles en arrière. Cette calomnie revient perpétuellement de telle sorte que nous sommes perpétuellement obligés de nous en défendre. Les écologistes, bien loin de stopper le progrès veulent le promouvoir rapidement ; bien loin de retourner en arrière d'un ou de plusieurs siècles il faut aller de l'avant. Bien loin d'arrêter les recherches sur l'énergie nucléaire, il faut les promouvoir rapidement et énergiquement : en arrêtant toutes les centrales : et leur construction, et les centrales en marche : et simultanément étudier à fond l'élimination des déchets qui sont là, qui existent, qui sont la grande menace de mort que nous avons relatée dans les précédentes R.P. De même, il ne faut pas supprimer aveuglément et brutalement la culture industrielle, et revenir d'une façon bêtement passéiste à des récoltes qui s'avéreraient très pauvres : il faut perfectionner la technologie, et faire évoluer rapidement les solutions des techniques douces ; bref, substituer rapidement et sans brutalité une agriculture respectant les écosystèmes : une agriculture ultra-moderne à cette culture primitive et brutale, qui détruit la terre et risque de nous détruire tous.

Par exemple la recherche agronomique étudie la culture de micro-organismes remplaçant les engrais chimiques afin que les plantes puissent assimiler l'azote de l'air.

Partout on élève des insectes prédateurs, des insectes qui tuent les insectes nuisibles. Par exemple, on élève des coccinelles pour lutter contre les pucerons.., etc.

C'est un ensemble complexe de mesures qu'il serait trop long d'exposer ici. Il faut associer en équilibre harmonieux polyculture et élevage. Citons encore les Amis de la Terre : il faut rechercher un équilibre entre le couvert forestier, le pré, le champ et le verger.

Yvette GRILO.

NUCLÉAIRE ET ANTI-NUCLÉAIRE

un débat public organisé par l'UNION RATIONALISTE le mercredi 15 février à l'Université Paris VII, Amphi X 2, 1, rue Guy-de-la-Brosse, 75005 PARIS

POUR LE NUCLEAIRE :

Michel BANAL, directeur à la direction générale de l'E.D.F.

Jean-Yves GUEZENEC, ingénieur à l'Institut de Sûreté du Commissariat à l'Energie Atomique

CONTRE LE NUCLEAIRE :

Pierre SAMUEL, professeur à l'Université Paris-Sud

Brice LALONDE, animateur des « Amis de la Terre »

LETTRE D'AMÉRIQUE

Dans le numéro de septembre dernier Pierre Aubery avait commencé une étude sur l'opposition aux centrales nucléaires aux U.S.A. Nous donnons aujourd'hui la fin de son article.

Les centrales nucléaires aux U.S.A.

(suite)

C'est seulement en août dernier qu'un groupe qui se fait appeler « The clam shell alliance » avait décidé d'appeler les citoyens à protester contre la construction de la centrale nucléaire de Seabrook. A la suite de la première manifestation la police procéda à huit arrestations. Trois semaines plus tard une deuxième manifestation de quelques centaines de personnes entraîna cent quatre-vingts arrestations. La manifestation de mai qui fut la plus nombreuse compta, comme nous l'avons dit quatorze cents arrestations ; les autorités de l'Etat du New Hampshire n'ont ni les moyens, ni les crédits nécessaires pour juger, incarcérer, nourrir, etc., un tel nombre de détenus. Elles ont préféré les remettre en liberté en attendant leur jugement en appel, ce qui équivaut pratiquement à un acquittement général.

Les militants de la « Clamshell Alliance » se sont quittés avec l'espoir que la prochaine manifestation à Seabrook attirera non plus deux mille mais au moins dix mille manifestants. La plupart des protestataires de Seabrook étaient des étudiants habitués au plein air, à coucher à la dure. La manifestation a été pour beaucoup d'entre eux une sorte de Woodstock sans musique mais avec un objectif socio-politique de la plus haute importance pour la survie de l'espèce humaine.

Ils ont appris que les modernes Etats avec leurs capitaux, leur technologie, leur bureaucratie, leur système judiciaire et leur police, sont eux aussi, abordés sous un certain angle, de véritables tigres de papier.

Ils ont fait connaissance avec la brutalité policière et les roueries du système judiciaire. Pour beaucoup de ces jeunes gens c'était leur premier contact avec les dures réalités de la lutte politique et de la répression. Beaucoup d'entre eux, sûrs de leur bon droit, certains de n'avoir par leur manifestation causé nul préjudice à quiconque, bien au contraire, éclataient en sanglots en s'entendant condamner à quinze jours de travaux de force pour avoir obéi à leur sens civique et à leur conscience.

Ils ont compris aussi le sérieux des problèmes pratiques soulevés par l'organisation de manifestations de résistance non violente. Les protestataires, en effet, s'étaient rendus à Seabrook en groupes. Aucun manifestant individuel n'était admis sur les lieux de rassemblement. C'est ensemble que ces groupes ont occupé le chantier, c'est ensemble qu'ils ont été arrêtés, ensemble qu'ils ont été incarcérés et jugés. Bien qu'ils aient eu quelque cohésion dès avant leur arrivée à Seabrook ces groupes n'étaient pas assez homogènes, ni assez préparés à vivre ensemble le genre d'épreuve qui les attendait. En effet passer une semaine ou dix jours avec plusieurs centaines de personnes entassées dans un espace restreint fait naitre de très vives tensions qu'il faut apprendre à diminuer et à supporter. Seule une plus grande familiarité avec la vie en commun, avec les modes d'organisation spontanée de groupes assez peu structurés pourrait permettre de s'adapter à ces conditions exceptionnelles d'existence. Mais ces groupes sans hiérarchie ni dirigeants plongeaient les autorités dans la plus grande perplexité. Elles ne comprenaient pas comment sans chefs ni mots d'ordre ces foules de jeunes manifestants improvisaient spontanément des ripostes imprévues à leurs mesures répressives. C'est ainsi par exemple que les détenus organisaient chaque jour des ateliers pour discuter de leur situation et de la signification actuelle et future de leur action. C'est ainsi, également, qu'en dépit des ordres du procureur général et des efforts des gardes, la police ne réussit jamais à séparer complètement les hommes et les femmes sur les lieux de détention. Cette solidarité des deux sexes ainsi manifestée et maintenue contribua grandement au moral collectif. Une action d'envergure comme Seabrook a une valeur éducative exceptionnelle et incite durablement ceux qui y participent à réfléchir sur les moyens de substituer aux modes d'organisation hiérarchisés, individualistes et concurrentiels qui prévalent aujourd'hui, une solidarité active et un collectivisme raisonné conscient des problèmes qu'ils soulèvent et que seule une pratique-critique permettra peut-être de résoudre un jour.

Sur le plan de technique et de la survie de l'espèce humaine il est absolument certain qu'il est urgent d'arrêter sans délai la prolifération des centrales nucléaires. En dehors des dommages les plus visibles et les plus immédiats que ces installations causent à l'environnement il faut compter avec les dangers plus sérieux qu'elles comportent. Même si nul accident ne se produit, même si les problèmes techniques entraînés par la nécessité de refroidir les réacteurs de façon continue, sont résolus, on ne sait toujours pas quoi faire des déchets radioactifs dont la nocivité persiste pour une période pratiquement infinie à l'échelle de l'histoire humaine. On s'est borné jusqu'alors à les stocker dans les chambres d'acier inoxydable de bunkers bétonnés auprès desquels ceux du mur de l'Atlantique font figure de boîte d'allumettes. Mais aussi massifs qu'ils soient, ces bunkers, ces chambres d'acier inoxydable se désintègrent inexorablement sous l'effet combiné des réactions continues qui se produisent dans les déchets radioactifs et les intempéries. A certains stades de leur décomposition les déchets d'une seule usine nucléaire, s'ils se répandaient dans l'atmosphère, suffiraient à anéantir toute vie à la surface du globe.

De plus, en dépit des propos rassurants des promoteurs de l'utilisation dite « pacifique » de l'énergie nucléaire, on ne peut exclure l'hypothèse d'un accident. Si le système de contrôle des réactions et le système de refroidissement tombaient en panne, la surchauffe qui en résulterait pourrait facilement mener à la fusion de tout le système. Les matériaux en fusion, atteignant une température analogue à celle du soleil, se répandraient en une vaste flaque incandescente dans un rayon de dix kilomètres. Il faudrait évacuer sans délai toute la population dans un bien plus vaste périmètre. Et l'on ne possède aucun moyen d'éteindre cet incendie d'un type nouveau susceptible de durer plusieurs années.

De tels « accidents » ne sont pas de simples possibilités théoriques envisagées par les experts. On connaît au moins deux cas aux Etats-Unis où ils ont bien failli se produire, l'un à Détroit, l'autre dans le Sud. Qu'on imagine un peu ce que pourraient être les conséquences de telles catastrophes dans les pays surpeuplés d'Europe. Le développement des centrales atomiques profite certes aux vendeurs d'énergie, à très court terme. Ils laissent aux générations futures le soin de payer le prix exorbitant, en argent mais aussi sans doute en vies humaines, qui sera réclamé pour avoir accumulé des déchets radioactifs dont nul ne sait que faire.

Pierre AUBERY.

LOUIS MERCIER Internationaliste

Parler de Louis Mercier, c'est évoquer non seulement sa formation syndicaliste libertaire, mais aussi son militantisme sans faille, son inlassable activité sur le plan international qui n'avait de cesse de faire sortir le mouvement ouvrier de son cloisonnement nationaliste et de son intégration dans le conservatisme social.

Il avait écrit « Avec l'âge, et malgré l'âge, j'ai toujours davantage l'envie d'apprendre ce qu'il en est des situations, des générations nouvelles ». « L'anarchisme, disait-il, provient de la volonté qu'on a de se connaître et de connaître la société où l'on vit pour parvenir à être maître de son propres destin, avec les autres ; pour que la société soit une communauté libre et fraternelle d'êtres libres. »

D'ailleurs, avant qu'il ait dû interrompre sa collaboration à notre revue, nos amis lecteurs ont pu apprécier durant des années la qualité, la lucidité de ses analyses et la solidité de ses prises de position dont profitait également notre Union des Syndicalistes.

Il était venu tout jeune aux idées anarcho-syndicalistes et, déjà, dans les années qui précédèrent la dernière guerre, il animait de ses judicieuses interventions les assemblées syndicales tout en se dépensant à toute occasion par la plume et par la parole au service de la cause émancipatrice.

Ce faisant, il ne dédaignait pas pour autant les formes de l'action directe et après avoir été parmi les plus ardents soutiens du mouvement de juin 36, il montra qu'il savait aussi payer de sa personne en certaines circonstances comme en témoigne son engagement aux côtés des révolutionnaires espagnols et sa conduite dans le groupe international de la colonne Durruti sur le front de l'Aragon.

En 1939, refusant sa participation à la guerre, issue de l'aveuglement cupide des régimes de proie, il réussissait à gagner l'Amérique latine où sa connaissance de la langue allait lui permettre de poursuivre son activité au sein des groupements libertaires et syndicalistes révolutionnaires des pays sud-américains.

Rentré en France à la libération, après avoir, en outre, pérégriné en Afrique noire, au Moyen-Orient, etc., il avait retiré de ses contacts internationaux le sentiment de l'urgente nécessité d'établir un réseau de relations permanentes entre les éléments libertaires et syndicalistes révolutionnaires des différents pays. Un temps assez long s'écoula avant qu'il ait pu mener cettre tâche à bonne fin. Il y fut aidé par son accession à un poste de responsabilité au département d'Amérique latine du Congrès pour la Liberté et la Culture établi à Paris et de nouveaux et fréquents voyages internationaux. C'est alors pour resserrer et consolider pratiquement les liens déjà établis qu'il créait, vers 1960, un « Bulletin d'Information et de Liaison Ouvrière » où s'exprimaient, dans leur langue respective, nombre de militants du monde ouvrier.

Hélas ! un drame, survenu il y a quelques années et dont nous avons fait part dans nos colonnes, allait bouleverser son existence. Sa chère compagne qui l'assistait dans son œuvre de propagande décédait des suites d'une affection cardiaque.

Il finit pourtant par surmonter cette pénible épreuve, et, repris par sa nostalgie internationaliste, il fondait une nouvelle revue polyglotte « Interrogations » sous-titrée « Revue Internationale de Recherche Anarchiste », toujours en cours de parution, et dont il avait pris la précaution avant sa disparition volontaire, d'en confier la continuité à une équipe de camarades italiens de Turin qui en assurent maintenant la gestion.

On doit, pour terminer, rappeler qu'en dehors de multiples collaborations à des publications françaises et étrangères, il était appelé un peu partout à participer à des colloques et à donner des conférences sur des sujets d'actualité sociale. On lui doit aussi de nombreux écrits, dont, comme il a été dit, une copieuse brochure éditée par les Editions Syndicalistes « Présence du Syndicalisme Libertaire », puis un livre de la collection 10-18, vite épuisé, « L'Increvable Anarchisme », qui reste un classique condensé des conceptions libertaires. D'autres travaux du même ordre ont été édités en italien, espagnol, ces derniers particulièrement consacrés aux questions d'Amérique latine dont il était devenu un spécialiste. Un de ses derniers manuscrits est actuellement sous presse ainsi que diverses traductions. Ajoutons enfin que Les Editions « Spartacus » ont aussi de lui un manuscrit à paraître sur « Le syndicalisme révolutionnaire ».

Tel était le militant Louis Mercier qui restera pour ceux qui l'ont connu un exemple de fidélité constructive à l'Internationalisme prolétarien.

N. FAUCIER.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE DECEMBRE

RECETTES		
Abonnements ordinaires	2.308	
Abonnements de soutien	1.670	
		3.978
Souscription		1.860
Dû à U.D.S.		60
Vente au numéro		76,30
Total des recettes		5.974,30
En caisse au 1-12-77		4.667,90
		10.642,20
DEPENSES		
Téléphone		164,22
Editions Polyglottes (acompte sur facture)		5.000
Total des dépenses		5.164,22
En caisse au 31-12-77		5.477,98
		10.642,20

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

A. Borie (33), 100 — R. Le Rai (92, 150 — E. Dambourges (33), 120 — A. Cuny (75014), 100 ; Bavarol (21), 80 — Mlle Tuffery (83), 80 — V. Nau (31), 90 — G. Pons (01), 100 — G. Walusinski (92), 100 — P. Chambon (75017), 150 — Perrière (75018), 200 — P. Rimbert (75018), 100 — Gavard Gaton (65), 100 — M. Duval (75014), 100 — A. Pousot (75015), 100. — TOTAL : 1.670.

SOUSCRIPTION

Lèbre (07), 30 — Birocheau (79), 70 — Berruezo (13), 30 — A. Drocourt (75018), 30 — G. Thomas (71), 100 — Hagnauer (92), 30 + 10 ex. 70 = 100 — J. Duperray (42), 10 — J. Cornec (en souvenir de Josette Cornec) (29), 500 — M. Deck (75011), 30 — Fornerod (Suisse), 30 — P. Magdinier (66), 1.000. — TOTAL : 1.860.

CEUX QUI S'EN VONT

Pierre RIGUIDEL

Nous avons appris avec peine la mort de Pierre RIGUIDEL que plusieurs d'entre nous connurent sous le nom de DICHAMPS. Ce Breton était retourné à son Morbihan natal où il défendait encore la cause des vieux travailleurs. C'était un militant typique de la vieille école du bâtiment, un terrassier, puis un dirigeant d'équipe coopérative. Il avait cet art d'orateur direct et spontané capable d'entraîner et d'enflammer une foule. Il n'avait pas besoin de lire son papier. On pourrait croire qu'il était fâché avec le papier. On se tromperait encore, car ce travailleur qui n'avait eu, dans son enfance, qu'une instruction très rudimentaire, s'était formé lui-même au point de produire, quand il le fallait un long article très bien venu, même si l'orthographe y était très personnelle. Il avait écrit pour nous, pour notre Union des Syndicalistes, une brochure dont les camarades se souviennent et qui avait pour titre : « *Est-ce que le bâtiment va ?* » Elle avait été écrite dans les années cinquante, mais elle dénonçait, avec la vigueur habituelle à Dichamps, la politique de la construction et du logement qui avait été instaurée après la guerre et dont on a connu depuis les erreurs, malversations et scandales.

Riguidel était un de ces « gars du bâtiment » comme on n'en voit plus beaucoup, solides de leurs bras et de leur tête. Par toute sa vie de militant, il a fait la preuve de ce que pouvait donner la formation syndicale et syndicaliste. Certains parmi nous l'avaient connu, non seulement ici, à la Révolution Prolétarienne, mais il y a quarante ans maintenant, au Cercle Syndicaliste Lutte de Classe. Il avait ce qu'on appelle aujourd'hui de « la présence ». Nous saluons ici sa mémoire que nous ne sommes pas sur le point d'oublier.

ENTRE NOUS

Sacrifions d'abord à la tradition en nous souhaitant mutuellement une bonne année, santé et prospérité à nos enfants et petits-enfants. Mais souhaitons tout ça à notre « R.P. », notre vieille « R.P. » actuellement en cure de rajeunissement.

L'année sera dure pour elle. Sa trésorerie se débat dans des difficultés permanentes, encore aggravées par l'annonce d'une nouvelle augmentation du prix de l'impression, à partir de ce 1er janvier précisément. Vous penserez sans doute que nous ne disons là rien de nouveau, qu'il y a plus de cinquante ans que ça dure et que nous rabâchons. Non, très sérieusement, la situation est extrêmement préoccupante. Il faut que chacun de nos fidèles lecteurs, c'est-à-dire chacun de nos amis en ait conscience. Si chacun d'eux faisait seulement un abonnement nouveau, « la R.P. » respirerait. Faudra-t-il être amené à dire que cela n'est pas possible et à en tirer les conséquences pour l'existence même de notre revue ?

Oh ! nous savons bien que la tâche n'est pas facile. La période n'est pas très favorable à ceux qui pensent et parlent autrement, en dehors de tous les conformismes, car il y a aussi un conformisme de l'opposition. Quelle gageure de continuer une discussion ouverte entre des militants, sans autre frontière que celle de la fidélité à la classe ouvrière ?

Certes, la « R.P. » a connu des situations plus propices à être entendue et écoutée. Les militants étaient plus nombreux pour la lire et pour la diffuser et aussi pour y faire entendre les échos d'une participation réelle à l'action syndicale. Les jeunes d'aujourd'hui ont souvent perdu confiance dans le mouvement syndical ouvrier, avant même d'y avoir fait leurs armes. On peut s'expliquer ce désenchantement par la situation du syndicalisme en France, par le peu d'ouverture qu'il donne à la libre expression des courants de pensée, par son absence de démocratie ouvrière et par sa politisation.

La « R.P. » pourrait et devrait pallier, au moins pour une part, ces erreurs, ces déviations, ces détournements. Faudrait-il cesser de crier ses désaccords et ses dégoûts quand cette année 78 annonce déjà sa couleur avec une campagne électorale qui n'attend pas l'ouverture officielle pour étaler ses palinodies ? Ne faut-il pas opposer à cela le langage franc du syndicalisme révolutionnaire ?

La « R.P. » doit le faire dans des conditions modifiées avec l'apport d'une génération nouvelle qui a ses vues particulières. Elle a raison de les défendre dans une situation toute différente de celle qu'ont connue ses aînés, mais elle ne négligera pas la grande leçon des expériences accumulées par ces derniers. Il doit y avoir union fraternelle des uns et des autres dans le cercle de notre revue.

Voilà, répétées une fois de plus, les conditions de sa survie. NOUS PROJETONS D'EN DISCUTER DANS UNE REUNION DE NOS ABONNES QUI POURRAIT AVOIR LIEU AU DEBUT DE MARS. D'ici là, il faut vivre et pour cela l'aide de chacun est, de façon urgente, indispensable.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS
Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F.
Autres pays : 6 mois, 40 — 1 an, 80 F.

C.C.P. 734.99 Paris

PERMANENCES :

le lundi de 15 à 17 heures.
les mercredi et jeudi de 17 h à 19 h,
le premier samedi de chaque mois à partir de 15 h.

Imprimerie « E.P. » 232, rue de Charenton, 75012 Paris
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE
Commission paritaire : n° 22 071